

Le Monde

« Si tout le monde utilise le mot “régénératif”, le risque est qu’il se banalise et se vide de son sens »

TRIBUNE

Collectif

Un collectif d’une trentaine d’entreprises et d’associations, parmi lesquelles Biocoop, Davines, Léa Nature, Loom, et d’activistes, dont Dominique Bourg, Cyril Dion, Elisabeth Laville et Alice Waters, alerte, dans une tribune au « Monde », sur l’usage tous azimuts du terme « régénératif ».

Développé dans les années 1980 par le Rodale Institute, pionnier américain du bio, pour lutter contre le détournement des systèmes de production bio par l’agro-industrie, le concept d’« agriculture régénérative » a été un temps l’affaire de militants historiques de l’agroécologie, comme l’activiste indienne Vandana Shiva.

Leur objectif était de développer une « agriculture biologique régénérative », en renforçant plusieurs aspects du cahier des charges, « pour garantir non seulement l’absence de produits chimiques dans nos aliments, mais aussi la santé du sol, le bien-être des animaux et celui des travailleurs agricoles » (Une agriculture qui répare la planète. Les promesses de l’agriculture biologique régénérative, de Jacques Caplat, André Leu et Vandana Shiva, Acte Sud, 2021). Avec le soutien d’entreprises engagées comme Patagonia ou Dr. Bronner’s, une certification naît, en 2017, Regenerative Organic Certified (ROC).

C’est à ce moment-là, selon Helena Norberg-Hodge, activiste et philosophe, que l’expression d’« agriculture régénérative » est récupérée par des grands groupes de l’agroalimentaire pour « verdir » leur approche productiviste, certes enrichie des pratiques vertueuses de conservation des sols (refus du labour, couverture du sol, rotation des cultures, etc.), mais sans le bio local qu’ils persistent à refuser !

Il faut dire qu’entre-temps, ces groupes ont découvert que l’amont agricole pèse 75 % de leur empreinte carbone et que l’agriculture intensive fatigue les terres, menaçant les rendements. Ils développent donc des programmes d’« agriculture régénératrice » pour encourager les producteurs à réduire leurs impacts environnementaux et à restaurer le carbone dans les sols.

Un objectif impossible à atteindre

Mais à l’inverse du bio qui était la base du concept et dont les pratiques sont strictement encadrées, l’agriculture régénératrice relève de stratégies discrétionnaires, sans définition légale ni contrôle. D’ailleurs, ces acteurs industriels, en quête de souplesse par rapport aux strictes exigences du bio, ne s’engagent pas sur la certification ROC. Et les militants leur reprochent

aussi de ne pas investir beaucoup dans ces programmes, laissant les agriculteurs couvrir le coût de ces nouvelles pratiques et détournant l'attention de leurs émissions directes, tout en gardant le recours à la chimie synthétique « bien dosée », comme le glyphosate, qui ne régénère pas exactement les nappes phréatiques... dont il est le premier polluant !

Assez vite, l'industrie textile suit – et des marques comme Prada, Gucci ou Stella McCartney font du « régénératif » le nouveau mot à la mode. Résultat : manifestement libéré de toute contrainte d'atterrissage dans le réel, le terme se promène désormais dans des domaines variés – du luxe au leadership, de l'économie au management, tout devient régénératif.

Issu des plus ardents militants, il s'est curieusement installé en tête des « mots compte triple » dans les grands groupes de tous secteurs, de Pepsi à Axa. A la convention des entreprises pour le climat, il est sur toutes les bouches aussi, même si les promoteurs de « l'entreprise régénérative » concèdent qu'en réalité, c'est un objectif impossible à atteindre.

Le risque, pointé dès 2020 par la Regenerative Organic Alliance, est que si tout le monde utilise le mot « régénératif », le risque est qu'il se banalise et se vide de son sens, comme ce fut le cas pour « durable » ou « naturel ». Certes, nous avons besoin de nouveaux récits alternatifs et désirables pour le futur qui activent notre capacité à les réaliser. Et cette évolution du langage révèle la prise de conscience salutaire que la RSE (responsabilité sociale des entreprises) as usual, réduite à la minimisation des impacts négatifs de l'entreprise (sans repenser son offre ni son modèle économique), n'est pas à la hauteur des enjeux – sur le climat ou sur le vivant.

Il faut d'abord ne pas nuire, et ensuite soigner – disait déjà Hippocrate. On comprend d'ailleurs que le terme « régénératif » plaise aux dirigeants : il fait croire à la possibilité de réinventer leur activité dans les limites planétaires (qui permettent la vie), et propose une alternative positive à l'effondrement... sans contraintes ni écoanxiété.

La RSE, jugée obsolète ?

Mais changer les mots ne change pas les stratégies ni les pratiques – au sens où, par exemple, le référentiel B Corp essaie de le mesurer, au fil des versions de ses standards. Ce n'est pas parce qu'un département RSE se rebaptise « régénératif », ni parce qu'une entreprise inscrit ce mot dans sa raison d'être, qu'on avance dans le bon sens. Sauf à souscrire à une vision binaire des choses, où l'on serait « ré-génératif »... pour ne pas être « dé-génératif » !

Et pendant que les grands groupes et les nouveaux convertis nous expliquent que la RSE (qui est loin d'être la norme partout) est obsolète et qu'il faut désormais viser l'entreprise régénératrice, les entreprises pionnières font exactement le mouvement inverse. Chez Patagonia (engagée sur la certification ROC, avec la vision originelle du bio régénérateur), on évite ainsi d'utiliser le terme « développement durable », jugé trop galvaudé et surtout suggérant à tort que ses activités feraient partie de la solution et plus du problème. Pas non plus de mots-valises chez Veja : on dit ce qu'on fait, tout simplement – comme le résume ce slogan sur un mur de la boutique de New York : « Sustainability is an empty word, we choose reality » (« le développement durable est un mot vide, nous préférons la réalité »).

Car ce foisonnement lexical éloigne du business... alors même que les entreprises sont loin d'avoir trouvé comment inventer, à partir des exigences que nous impose l'état de la planète, une nouvelle façon d'entreprendre et d'innover, réajustée au monde, une façon de conduire les activités humaines qui se conçoit dans le vivant et non en dehors.

Et si ces concepts « hors-sol » nous empêchaient en réalité de « faire atterrir » les changements et les solutions nécessaires ? Le secret de l'action, disait le philosophe Alain (1868-1951), ce n'est pas tant d'en parler... que de s'y mettre. Ce que l'Etat, arbitre des étiquettes, pourrait utilement orienter demain en mettant fin au commerce des mots et des fausses transitions, comme il l'a déjà fait sur la neutralité carbone.

Liste complète des signataires : Pascale Baussant et Isabelle Susini, présidente et directrice du 1 % For The Planet ; Davide Bollati, président de Davines Group ; Augustin Boulot, délégué général de B Lab France ; Dominique Bourg, professeur honoraire à l'université de Lausanne (Suisse) ; Philippe Camburet et Sophia Majnoni d'Intignano, président et déléguée générale de la Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB) ; Jacques Caplat, agronome et anthropologue, secrétaire de l'association Agir pour l'environnement ; Boris Cyrulnik, neurologue et psychanalyste ; Michel Devillairs, La Ferme du bio ; Cyril Dion, auteur, réalisateur et activiste ; Julia Faure, cofondatrice de Loom ; Valentine de Ganay, fondatrice des Jardins de Courances ; François Gemenne, membre du GIEC, professeur à HEC ; Charles Kloboukoff, président de Léa Nature ; Satish Kumar, fondateur du Schumacher College ; Camille Labro, journaliste et présidente de L'Ecole comestible ; Elisabeth Laville, fondatrice d'Utopies ; Erwan Lecœur, sociologue ; Corinne Lepage, avocate, présidente de Huglo Lepage Avocats ; Helena Norberg-Hodge, directrice de Local Futures ; Anne-Sophie Novel, journaliste indépendante ; Dominique Potier, député (PS) de Meurthe-et-Moselle ; Audrey Pulvar, adjointe (divers gauche) à la maire de Paris, chargée de l'alimentation durable, de l'agriculture et des circuits courts ; Pierrick de Ronne, président de Biocoop ; Emilie Rousseau, directrice d'EUfarms ; Patrick Scheyder, pianiste, auteur et concepteur de spectacles ; Michael Shuman, économiste, professeur à la Bard Business School (NY) ; Olivier Sibony, professeur à HEC ; Laure Verdeau, directrice de groupement d'intérêt public en agriculture ; Françoise Vernet, présidente de Terre & Humanisme ; Lionel Vilain, agronome consultant ; Alice Waters, restauratrice, activiste et fondatrice de Chez Panisse ; Elizabeth Whitlow, directrice exécutive de Regenerative Organic Alliance.